



Justice pour les meurtres politiques

Une lettre ouverte au Président Évariste Ndayishimiye

le 9 juillet 2020

Votre Excellence Monsieur le Président,

Nous vous adressons cette lettre suite à votre investiture en tant que président du Burundi. Nous exprimons nos condoléances pour la mort soudaine de votre prédécesseur, Pierre Nkurunziza, et vous souhaitons de la force et du courage pendant cette période importante pour votre pays.

Alors que vous assumez vos nouvelles fonctions, une responsabilité importante repose sur vos épaules : mettre fin à la violence politique et à l'impunité qui ont dévasté la vie de tant de Burundais.

Vos condamnations publiques de la violence politique, ainsi que vos engagements à mettre fin à l'impunité, ont été encourageants. Dans votre discours d'investiture le 18 juin 2020, vous avez souligné l'importance du respect pour les droits humains et la justice, et vous avez déclaré : « *Nous souhaitons que les infractions soient punies. Toute personne qui commet une infraction, qu'elle soit membre du gouvernement ou pas, doit être traduite en justice. Nous souhaitons qu'aucune infraction ne soit ignorée pour éviter que cela devienne une source de conflit comme dans le passé.* » Avant cela, en tant que Secrétaire général du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), vous avez déclaré dans un discours prononcé à Rumonge le 14 février 2020 que « *ce que vous dites, (le mot) 'tolérance' ne reviendra même pas ... Il est interdit de dire 'celui-ci doit être puni et non celui-là'. L'impunité est nuisible.* »

Il est grand temps de traduire ces engagements en actes et de vous assurer que les espoirs qu'ils ont engendrés ne soient pas anéantis. Si vous envoyez un signal fort – par des actions, pas seulement des paroles – que les auteurs de violations graves des droits humains, notamment ceux qui occupent des postes de responsabilité, devront rendre des comptes, d'autres seront moins enclins à recourir à la violence ou à ordonner à leurs subordonnés de le faire. Nous pensons que des progrès réalisés dans le domaine de la justice contribueraient également à apaiser les inquiétudes postélectorales concernant la trajectoire du pays, ainsi qu'à améliorer les relations du Burundi avec ses partenaires internationaux.

Nous sommes conscients qu'en tant que président du Burundi, vous serez confronté à de nombreux défis et priorités concurrents, et que vous devrez gérer les intérêts de personnes puissantes. Mais de nombreux Burundais – ceux qui ont voté pour vous ainsi que ceux qui n'ont pas voté pour vous – aspirent à des progrès dans la restauration de leurs droits fondamentaux.

L'Initiative pour les droits humains au Burundi a récemment publié les conclusions de ses enquêtes sur les cas de six Burundais tués en raison de leurs affiliations politiques entre octobre 2019 et mai 2020. La plupart étaient membres du Congrès national pour la liberté (CNL), principal concurrent du CNDD-FDD lors des élections.

Selon nos enquêtes, des membres de la ligue des jeunes du parti que vous avez dirigé depuis quatre ans, les *Imbonerakure*, étaient responsables de la plupart de ces crimes. Dans la province de Ngozi, ils ont attaqué un propriétaire de bar âgé de 22 ans, Évariste Nyabenda, lorsqu'il a tenté de les empêcher de battre ses collègues membres du CNL en octobre 2019 ; il est décédé en novembre des suites de ses blessures. Un mois plus tard, dans la province de Bujumbura, Désiré Ntahondabasigiye, un représentant local du CNL, a été abattu à travers une fenêtre de sa maison alors qu'il dînait avec sa femme et ses enfants ; deux *Imbonerakure* munis de fusils ont été vus près de sa maison. Plus récemment, en mai, deux semaines seulement avant les élections, des *Imbonerakure* ont enlevé Richard Havyarimana, un représentant local du CNL, dans la province de Mwaro. Il a été retrouvé mort dans une rivière trois jours plus tard, présentant de profondes entailles à la tête. Il laisse une jeune veuve et un bébé de 3 mois.

Dans certains de ces cas, les *Imbonerakure* ont agi de connivence avec des autorités locales ou des représentants locaux du CNDD-FDD – ou avec leur soutien apparent. Par exemple, nos recherches ont révélé que l'administrateur d'une commune de la province de Gitega a ordonné à des *Imbonerakure* de tuer Jean Bosco Ngabirano, un membre du CNL, après une dispute dans un bar en mars 2020. Son corps a été retrouvé le lendemain, présentant des marques de ce qui ressemblait à un passage à tabac sévère. À Muyinga, un administrateur communal aurait fait l'éloge d'un *Imbonerakure* qui faisait partie d'un groupe qui avait battu Fauzia Basesuwabo – membre du CNL – ainsi que son mari et leurs trois fils ; Basesuwabo est décédée des suites de ses blessures en mars 2020, quelques jours après les coups.

Dans d'autres cas, des agents de l'État auraient eux-mêmes tué des personnes. En mars 2020, Albert Niyondiko, soupçonné de soutenir l'opposition armée, a été abattu au seuil d'une cabane dans la province de Bururi, dans une opération de la police et du service de renseignement, qui ont ordonné son enterrement immédiat.

Ce n'est que dans l'affaire de Mwaro que les auteurs présumés du meurtre sont toujours en détention. Dans les cinq autres cas, soit ils n'ont jamais été arrêtés, soit ils ont été libérés au bout de quelques jours. Des *Imbonerakure*, des autorités locales ou des membres de la police ont continué de menacer certaines des familles des victimes après les meurtres afin d'essayer d'étouffer la vérité.

Évariste, Désiré, Richard, Jean Bosco, Fauzia et Albert ne sont que quelques-unes des victimes des violences politiques qui ont balayé le Burundi dans la période précédant les élections de 2020. Leurs décès ne doivent pas être minimisés ou oubliés, comme tant d'autres l'ont été au Burundi. Bien plus de personnes ont été tuées, enlevées, grièvement blessées ou arrêtées de façon arbitraire au cours de la période préélectorale, dans presque tous les cas sans que personne n'ait aucun compte à rendre. Des membres du CNDD-FDD ont également été victimes de violences et ont droit à la justice eux aussi.

Vous détenez une des clés de l'avenir du Burundi : la justice. Vous pouvez mettre fin aux ingérences dans le système judiciaire. Le mépris éhonté de l'État de droit a terni l'image du Burundi sur la scène mondiale.

Vous pouvez remédier à cela en encourageant publiquement des poursuites contre les agents de l'État, les *Imbonerakure* et les représentants du CNDD-FDD, ainsi que des membres d'autres groupes politiques impliqués dans de tels crimes.

Rendre justice aux familles de ces six victimes serait une démonstration importante de votre engagement à mettre fin à l'impunité et pourrait restaurer la confiance parmi les familles des autres victimes de meurtres politiques que justice peut être rendue. Des progrès visibles dans ces six affaires, entre autres, permettraient également à l'ensemble de la population de reprendre confiance dans le système judiciaire.

Plus important encore, cela montrerait qu'en tant que président, vous êtes prêt à faire table rase du passé et à défendre tous les Burundais, comme vous l'avez promis à plusieurs reprises. À ceux qui doutent toujours de votre volonté de promulguer de telles réformes, que ce soit un engagement : montrez-leur qu'ils ont tort et que votre présidence marque le début d'une nouvelle ère au Burundi.

L'Initiative pour les droits humains au Burundi est prête à discuter de ces six cas avec les autorités concernées, et espère que vous serez prêt à engager un dialogue constructif sur les réformes des droits humains au Burundi, alors que vous vous apprêtez à faire avancer le pays.

Veillez agréer, Votre Excellence Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération,

L'Initiative pour les droits humains au Burundi

Pour plus d'informations, lisez la série [« Le prix mortel de l'opposition »](#).

www.burundihri.org
www.twitter.com/@BHRI_IDHB
contact@burundihri.org
+1 267 896 3399 (WhatsApp)